



**Propositions en ce qui concerne
la place des femmes
au sein des Conférences régionales des élus**

soumises à
Madame Michelle Courchesne,
ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
et
Madame Nathalie Normandeau,
ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme

par
le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
et
le Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec

Avril 2004

Propositions en ce qui concerne la place des femmes au sein des Conférences régionales des élus

1. Le contexte historique et actuel

Voilà plus de dix ans qu'a cours au Québec un processus politique, social et économique qui a placé les régions au coeur de leur développement. De la *régionalisation* initiale des structures et des pouvoirs, initiée par le gouvernement, nous parlons maintenant de *développement régional*, initié, décidé et administré par les actrices et les acteurs des dix-sept régions du Québec.

Le développement régional est une réalité complexe dont il faut avoir une vision large et globale. En matière de condition féminine, il est en effet porté par plusieurs groupes et actrices qui jouent chacun et chacune un rôle nécessaire pour parvenir à une complémentarité et à une cohérence des actions. En effet, le gouvernement y délègue ses répondantes responsables des dossiers de condition féminine dans les régies régionales de la Santé et des Services sociaux et dans les antennes régionales du Conseil du statut de la femme. Dans le mouvement des femmes, les tables des groupes de femmes autonomes regroupent les organisations communautaires et les réseaux de femmes impliquées régionalement de manière particulière à chaque région et agissent comme défenseuses des droits collectifs des femmes sur de nombreux dossiers multisectoriels. Enfin, les femmes siègent sur plusieurs instances de développement régional, comme le Conseil régional des partenaires du marché du travail et, de 1991 à 2003, sur les Conseils régionaux de développement (CRD ou CRCDD). Par ailleurs, au fil des ans, la plupart des CRD ou CRCDD se sont dotés d'une instance conseil en matière de condition féminine réclamée, composée et alimentée par les femmes des régions.

Notons aussi que les réalisations régionales se sont retrouvées confirmées dans leur pertinence au niveau national par l'inclusion dès 1997 d'une cinquième orientation dans la Politique gouvernementale en matière de condition féminine dotée de deux axes d'intervention, soit la représentation équitable des femmes au sein des instances locales et régionales ainsi que la prise en compte des intérêts et des réalités des femmes par ces mêmes instances.

En décembre dernier, le gouvernement a adopté la Loi créant le ministère du Développement économique et régional et le nouveau type d'instance qui sera vouée au développement économique et régional, les Conférences régionales des élus (CRÉ). Cette loi comporte un article traitant spécifiquement du mandat des CRÉ à l'égard du dossier de l'égalité et de la parité pour les femmes, lequel doit être dorénavant inclus prioritairement dans les plans

quinquennaux. En effet, l'article 99 stipule que les Conférences régionales des élus devront prévoir que leur plan quinquennal se réalise « *dans une perspective de développement durable en tenant compte en priorité de la participation des jeunes à la vie démocratique de la région et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes* ».

Un des grands objectifs poursuivis par cette importante réforme en ce qui a trait à la décentralisation structurelle et des pouvoirs en cours est sans aucun doute l'adaptation des plans quinquennaux aux réalités et aux défis des régions le plus adéquatement possible. En ce sens, nous croyons essentiel, en ce qui concerne les objectifs d'égalité pour les femmes, que des **attentes claires soient signifiées de la part du gouvernement aux Conférences régionales des élus et les ressources financières soient octroyées pour la réalisation d'actions en ce sens**. Il en va du pouvoir décisionnel, de l'influence et de la participation exercée par les femmes sur les décisions de caractère public qui se prendront dans les régions.

2. Première attente signifiée : l'adoption d'une politique régionale d'égalité et de parité pour les femmes et l'octroi de moyens d'application de l'analyse différenciée selon le sexe (ADS)

Dans cette veine, nous estimons prioritaire que chaque CRÉ à travers le Québec se dote d'une **politique régionale d'égalité et de parité pour les femmes**. Cet engagement doit être signifié aux CRÉ de la part du ministère responsable de son l'application. Une politique régionale d'égalité et de parité sera un instrument essentiel qui permettra d'encadrer les décisions prises par les éluEs. Elle donnera aussi un sens concret au mandat confié à la CRÉ en rapport avec les exigences stipulées dans l'article 99 de la loi.

De plus, il est essentiel à cette étape d'intégrer à la démarche d'élaboration d'une politique régionale d'égalité et de parité l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)¹. L'ADS est un mécanisme interne indispensable qui implique la sensibilisation des décideurs, une stratégie d'implantation dans les CRÉ ainsi que l'élaboration d'outils. Par ailleurs, puisqu'il s'agit d'un processus qui a une visée préventive, il est essentiel de le signifier aux CRÉ dès le départ de l'élaboration d'une politique et de la mise en place des plans quinquennaux.

¹ Dans une perspective d'égalité et d'équité entre les hommes et les femmes, l'ADS est définie comme un « processus qui vise à discerner de façon préventive, au cours de la conception et de l'élaboration d'une politique, d'un programme ou de toute autre mesure, les effets distincts que pourra avoir son adoption par le gouvernement sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu des conditions socio-économiques différentes qui les caractérisent. » dans *Programme d'action 1997-2000 pour toutes les Québécoises*, Secrétariat à la condition féminine, Québec, 1997, p. 15.

Cette attente doit être accompagnée de moyens nécessaires à l'intégration de l'ADS dans les pratiques de développement régional et local et pour tout projet financé par la CRÉ.

3. Deuxième attente signifiée : propositions de mesures d'intégration et de mise en œuvre de la politique régionale d'égalité et de parité dans les CRÉ

Nous l'avons vu, plusieurs actrices et réseaux travaillent à la promotion des droits et réalités des femmes en régions au Québec. Parmi ces actrices et ces réseaux, on retrouve le Réseau des représentantes en condition féminine sur les instances de développement régional du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) et le Réseau des tables régionales des groupes de femmes qui depuis plusieurs années travaillent sur cet enjeu capital que constitue l'égalité des femmes au Québec. Devant l'implantation actuelle des CRÉ et l'élaboration très prochaine des plans quinquennaux régionaux, nous soumettons à l'intention des ministres Courchesne et Normandeau une proposition de mécanismes et d'instruments à l'intention des instances régionales et du mouvement des femmes dans leur travail vers l'égalité et la parité pour les femmes.

Avant cela, il est important de rappeler que chaque région a historiquement su se concerter sur des objectifs en ce qui concerne l'enjeu de l'égalité des femmes et de leur participation au développement régional. Les moyens mis en œuvre ont pris différentes formes selon les régions, mais partout des acquis importants ont été réalisés par et pour les femmes. En effet, les mécanismes et instruments que nous vous présentons ci-dessous ont déjà fait leurs preuves depuis plusieurs années.

Finalement, puisque la représentation des femmes et de la société civile vient de changer avec la nouvelle loi 34 et que les alliances bâties ces dernières années sont en réalignement à travers de nouvelles stratégies dans plusieurs régions, soulignons qu'il est impératif de respecter les dynamiques régionales. Les CRÉ devront consulter le mouvement des femmes régional lorsque viendra le temps de concevoir la politique régionale d'égalité et de parité et la mise en place de mécanismes et d'instruments pour son intégration et sa mise en œuvre dans la région.

3.1 Propositions de mécanismes facilitant l'intégration de la politique régionale d'égalité et de parité dans les CRÉ :

- ✍ La responsabilité du dossier de l'égalité des femmes déléguée à un membre votant de la CRÉ, préférablement à un membre de l'exécutif, en rappelant que c'est l'ensemble de ses membres qui sont imputables de la politique régionale d'égalité pour les femmes et que ce dossier doit s'inscrire dans les règlements généraux de la CRÉ;
- ✍ Une instance conseil Femmes pour la CRÉ relativement à la politique régionale d'égalité. Cette instance devra être respectueuse des modèles régionaux et pourra être constituée en un Comité aviseur Femmes, une Commission Femmes, une Table sectorielle ou encore par la Table régionale des groupes de femmes ;
- ✍ Cette instance conseil sera soutenue dans son travail par une travailleuse rattachée à l'instance conseil qui aura aussi pour mandat d'alimenter le membre votant responsable du dossier et siégeant à la CRÉ. Le mandat de cette instance sera de favoriser la concertation et le réseautage des actrices et réseaux régionaux en condition féminine ainsi que d'assurer une veille et d'émettre des avis sur l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du plan quinquennal.

3.2 Propositions d'instruments facilitant la mise en œuvre de la politique régionale d'égalité et de parité :

- ✍ Un fonds régional dédié à la politique d'égalité et de parité, sous la responsabilité de chaque CRÉ, pour le financement de l'instance conseil Femmes, les ressources humaines nécessaires, la négociation, le renouvellement et la mise en œuvre des ententes spécifiques en condition féminine, ainsi que pour des projets structurants régionaux ;
- ✍ Le maintien de l'intégrité du financement et de la mission du programme *À égalité pour décider* avec une bonification de ses objectifs pour qu'il puisse permettre de financer également des projets se situant dans le deuxième axe de la cinquième orientation, soit la prise en compte des intérêts et des réalités et des femmes par les instances locales et régionales ;
- ? Un soutien financier pour la concertation et le réseautage au niveau national des responsables du dossier de l'égalité des femmes au sein des CRÉ.
- ✍ Un soutien financier à la concertation et au réseautage régional réalisés par les tables régionales des groupes de femmes en lien avec la CRÉ.